



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Rennes, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY

10 rue de Seignelay
56100 Lorient

Références : EC/MN/2026
Code AIOT : 0005501834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay 56100 Lorient. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 20/10/2024 avait pour objectif de déclencher de manière inopinée le plan d'opération interne du site DPL de Seignelay afin de tester l'efficacité de l'organisation de l'exploitant en matière de gestion des situations d'urgence en heures non ouvrées. Par ailleurs, l'inspection s'est intéressée à la bonne application par l'exploitant des nouvelles dispositions réglementaires en matière de mise en œuvre des prélèvements environnementaux dans l'objectif de détecter de manière réactive d'éventuels produits de décomposition issus de l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire de LORIENT:

- le dépôt de Seignelay comprenant 7 bacs essences, éthanol ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du statut Seveso seuil haut, au titre de la directive SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Demande d'action corrective	1 mois
7	Sens du vent	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 27	Demande d'action corrective	1 mois
8	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, le site DPL de Seignelay possède une organisation aboutie en matière de gestion des situations d'urgence. Le plan d'opération interne et le plan de défense contre l'incendie sont robustes et incluent notamment une section particulièrement détaillée et illustrée relative à la gestion de situations dégradées. Par ailleurs, l'inspection note que les 2 agents d'astreinte sont arrivés sur site dans un délai court et que l'agent de terrain s'est équipé de manière efficace. Toutefois, suite à cet exercice, l'inspection a identifié plusieurs actions correctives et axes de progrès à mettre en œuvre par l'exploitant notamment en matière de formation du gardien et de participation de celui-ci aux exercices, de mise à jour du POI, d'efficacité dans la diffusion de l'alerte ou encore d'adéquation de certains matériels. Par ailleurs, il est attendu que l'exploitant complète sa stratégie en matière de mise en œuvre des prélèvements environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

<p>Constats :</p> <p>La dernière version du POI transmise à l'inspection date de mars 2024. Celle-ci intègre une section relative aux premiers prélèvement environnementaux datée d'octobre 2023. Toutefois, au travers des échanges avec l'exploitant lors de la visite, il apparaît que celui-ci dispose d'une version plus récente, intégrant une section relative aux prélèvements environnementaux plus développée.</p> <p>Le détail de l'exercice et des constats réalisés par les inspecteurs est fourni en annexe confidentielle,</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la dernière version de son POI. Par ailleurs, l'exploitant apportera des réponses à l'ensemble des actions correctives attendues détaillées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI de l'exploitant identifie 23 scénarios accidentels susceptibles de survenir sur le site. Chaque scénario dispose de fiches spécifiques décrivant le phénomène dangereux, la cartographie des zones d'effets, les moyens mis en œuvre automatiquement, les ressources en eau disponibles et la procédure mode dégradé à mettre en œuvre en cas de besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
<p>Constats :</p> <p>Le POI comporte une fiche de communication résumant les principales informations à transmettre lors du déclenchement du POI. L'alerte est déclenchée via un logiciel VIAPPEL permettant d'informer automatiquement un grand nombre de correspondants, dont la liste est fournie dans le POI.</p> <p>Une attention particulière devra être portée à la bonne information de l'astreinte préfecture, non informée lors de cet exercice.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI ne comporte aucune information sur les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter. Les dispositions prises pour former le gardien, appartenant à une société extérieure, doivent également être précisée dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Préciser dans le POI les dispositions retenues pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter, en incluant également les dispositions retenues pour le gardien du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI comporte un plan d'évacuation pour permettre aux personnel du site de rejoindre le point de rassemblement en cas d'alerte. Le recensement du personnel est une mission prévue dans la fiche réflexe du DOI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accueil des services de secours sur le site est une mission prévue dans les fiches réflexes de l'exploitant, de même que la mise à disposition de l'état des stocks des produits présents sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Sens du vent

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Manche à air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La manche à air située à l'entrée du site n'est pas visible de nuit depuis la salle de conduite du site. Un éclairage spécifique doit être mis en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Mettre en place un éclairage au niveau de la manche à air située à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé aux constats précédents, la dernière version du POI transmise à l'inspection présente une section relative aux premiers prélèvements lacunaire. En effet, celle-ci, au-delà de l'indication de l'existence d'un contrat avec la société SOCOTEC et de la procédure de contact de celle-ci, ne précise ni les dispositions permettant de mener les prélèvements ni les substances recherchées.</p> <p>Suite à la visite, par courriel du 21/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les nouvelles fiches associées aux premiers prélèvements environnementaux. Ces fiches précisent notamment :</p>

- les substances identifiées et recherchées lors des phases d'urgence, d'accompagnement et de suivi immédiat,
- les méthodes et le matériel mis en œuvre pour assurer le prélèvement de chacune des substances recherchées,
- des précisions sur les modalités de prélèvement pour chacune des substances recherchées : durée minimale de prélèvement, durée de conservation des échantillons, limites de quantification...,
- une évaluation des facteurs d'émission des produits de décomposition pour chacun des produits stockés.

Suite à l'examen de ces documents, l'inspection note :

- l'absence de prédétermination des points de prélèvements, a minima pour les situations de présence d'un vent dominant et d'absence de vent,
- l'absence de précision de la signification du code couleur associé aux facteurs d'émission des produits de décomposition associés aux principaux produits stockés.

Par ailleurs, l'intensité et la direction du vent constituant des éléments essentiels dans le déploiement de la stratégie de prélèvement, l'inspection considère qu'il appartient à l'exploitant de suivre et de tracer ces paramètres pendant toute la durée du sinistre, notamment afin de prendre en considération les éventuels changement de direction de vent.

Enfin, concernant le contrat établi avec la société SOCOTEC, l'inspection a souhaité tester sa sollicitation lors de l'exercice. Ainsi, un appel vers la ligne d'astreinte de SOCOTEC a été réalisé. La société a confirmé la bonne existence d'un contrat en cours avec la société DPL. Les différentes informations importantes ont été transmises et le technicien en charge de l'intervention a précisé une durée nécessaire à son arrivée sur site d'environ 2h30.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant identifiera les points de prélèvements les plus pertinents, a minima pour les situations de présence d'un vent dominant et d'absence de vent. La stratégie de prélèvement sera prédéterminée pour chacun de ce points, en prenant notamment en considération les facteurs d'émission des produits impliqués dans l'incendie.

L'exploitant précisera également son organisation permettant d'assurer une traçabilité de l'orientation et de l'intensité du vent durant toute la durée du sinistre ainsi que la signification du code couleur utilisé dans le tableau des facteurs d'émission.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection note que la dernière version de l'étude de dangers du site de Seignelay date de novembre 2021. Celle-ci ne semble pas avoir été mise à jour dans les délais réglementaires afin d'intégrer la liste des produits de décomposition.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se conformera à la prescription contrôlée en mettant à jour son étude de dangers dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>